

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner - Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 06/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PURFER

RD 147 - Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-de-Chandieu

Références : UiD4243-DSSP-023-097
Code AIOT : 0006103515

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2023 dans l'établissement PURFER DERICHEBOURG implanté 456, rue ALBERT CAMUS - ZI. Molina – La Chazotte - 42350 La Talaudière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER DERICHEBOURG
- 456, rue ALBERT CAMUS ZI. Molina – La Chazotte - 42350 La Talaudière
- Code AIOT : 0006103515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

La société PURFER DERICHEBOURG est spécialisée dans la récupération de métaux ferreux et non ferreux. Les activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 21/06/2002 portant autorisation d'exploiter. Pour les activités de tri regroupement, les dispositions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713 sont également applicables, pour ce qui concerne les installations existantes.

Elle exerce également une activité de dépollution de VHU pour laquelle elle est agréée.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déchets,
- eau,
- bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 21/06/2002, article 2 § 4.3	/	Lettre de suite préfectorale	
5	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	
8	Contrôle des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 21/06/2002, article annexe 1	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/11/2018, article 1	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/06/2002, article 2 § 3.1.1	/	Sans objet
4	Traitement des effluents liquides	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Sans objet
6	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Sans objet
7	Traçabilité des déchets - registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, articles 1 et 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant met en oeuvre des modalités de gestion des déchets conformes à la réglementation.

Les non-conformités concernent principalement la gestion des effluents aqueux puisqu'il n'y a pas de séparation entre les eaux industrielles (lavage, station service) et les eaux pluviales. Le pré-traitement des eaux avant rejet apparaît également insuffisant au vu des résultats de l'autosurveillance.

L'exploitant a programmé des travaux d'amélioration dont l'efficacité pourra être évaluée au travers de l'amélioration de ces résultats d'autosurveillance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tableau de classement</p> <p>Quantité de déchets stockés</p> <p>* rubrique 2713</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 000 t de ferraille - 500 t de non ferreux <p>* rubrique 2718</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 t de batteries - 50 t de moteurs thermiques <p>* rubrique 2714</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 benne 30 m3 de bois - 1 benne 30 m3 de carton - 1 benne 30 m3 "tout venant" <p>* rubrique 2710 ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - oxygène ? - produits pétroliers/carburants ? - gaz inflammables liquéfiés ?
<p>Constats : L'exploitant tient à jour un état de ses stocks de déchets.</p> <p>Au jour de la visite, l'état des stocks indique les quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ferrailles : 549 tonnes - métaux non ferreux : 489 tonnes dont 21 tonnes de batteries (les batteries sont intégrées aux métaux non ferreux) - VHU : 35 tonnes. <p>La présence de déchets relevant de la rubrique 2714 n'a pas été constatée.</p> <p>S'agissant de la rubrique 2710, l'exploitant indique que des déchets sont apportés par les producteurs initiaux. Il n'y a pas de séparation physique pour cette activité. Ces déchets font l'objet des mêmes modalités de gestion que les autres.</p> <p>Les quantités apportées par ces producteurs ne font pas l'objet d'un suivi particulier, le suivi se fait de manière globale sur l'installation, en fonction de la catégorie et de la qualité du déchet.</p> <p>La quantité d'oxygène présente sur site n'a pas été contrôlée. L'exploitant dispose d'une cuve aérienne d'oxygène liquide pour les besoins de son activité de découpe au chalumeau.</p> <p>L'exploitant tient un registre des produits dangereux présents sur site avec la quantité maximale stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - GNR : 1 cuve de 12 000 litres, - gazole : 1 cuve de 15 000 litres, - ad blue : 1 cuve de 1 000 litres, - huiles : plusieurs cuves ou bidons pour un total de 3 600 litres, - propane : 10 bouteilles, - divers autres produits en faible quantité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2002, article 2 § 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations doivent être conçues, implantées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin , notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
Constats : Il n'y a pas de rejet canalisé. Les opérations de découpe au chalumeau sont à l'origine d'émission de fumées, plus ou moins colorées et odorantes, selon le matériau découpé. Ces fumées ont fait l'objet de signalements de la part des riverains et automobilistes. L'exploitant indique avoir procédé en fin d'année 2022 à la découpe d'une grosse pièce métallique (chabotte) à l'origine d'émission de fumée orangée. Il a indiqué que la police municipale était passée sur site à cette occasion (suite à de probables signalements). La captation et le traitement de ces fumées ne semblent pas possible. L'exploitant a prévu de mener un contrôle d'exposition des salariés (aspect protection des travailleurs), ce qui permettra de connaître la composition des fumées et poussières émises. Cependant l'extrapolation aux rejets atmosphériques apparaît difficile.
Observations : Le résultat et les conclusions de cette étude d'exposition sont à transmettre à l'inspection pour information.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2002, article 2 § 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées. Un plan des réseaux de collecte doit être établi et régulièrement mis à jour.
Constats : Le site dispose de 2 points de rejet des eaux pluviales : - 1 au sud pour la partie dédiée à l'activité "ferraille", - 1 au nord-est pour la partie dédiée à l'activité "métaux non ferreux". Les 2 rejets sont précédés d'un séparateur d'hydrocarbures. Les rejets s'effectuent dans le réseau communal. Les eaux de l'aire de lavage et de la distribution de carburant sont également raccordées au réseau de collecte des eaux pluviales.
Observations : Les eaux de l'aire de lavage et de l'aire de distribution de carburant devraient faire l'objet d'une collecte séparée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : Traitement des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les séparateurs d'hydrocarbures font l'objet annuellement : d'un écrémage et d'un nettoyage complet. Le dernier nettoyage a été effectué le 21/11/2022. Le BSD accompagnant les déchets a été visualisé, son remplissage est correct. Les déchets ont été envoyés sur le site SIRA à Chasse sur Rhône.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
Constats : L'exploitant réalise une analyse annuelle sur chacun des 2 rejets. Les résultats montrent d'importants dépassements des valeurs limites d'émission, notamment sur la DCO et les MES. La zone dédiée à l'activité "ferraille" est particulièrement "boueuse" bien qu'elle soit entièrement bétonnée. Sur cette partie de l'installation, l'exploitant dispose d'une presse-cisaille pour la découpe des métaux équipée d'un "vibrant" qui dépoussière les pièces coupées. Cette poussière se retrouve au sol et est entraînée par les eaux pluviales. Un balayage du site est effectué 1 fois par mois mais cela ne semble pas suffisant. Par ailleurs, les résultats apparaissent plus mauvais sur la partie dédiée à l'activité métaux non ferreux alors que celle-ci apparaît moins boueuse le jour de la visite.
Observations : Au regard de ces résultats d'analyse, l'exploitant a d'ores et déjà planifié le remplacement du séparateur d'hydrocarbures de l'activité métaux non ferreux et la couverture des zones de stockage des tournures grasses (huiles de coupe). Il a également indiqué procéder à la "vidange" des huiles contenues dans les bennes de tournures avant enlèvement chez le client (les huiles étant alors gérées par l'installation de départ).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Procédure d'information préalable</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. <p>[...]</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une information préalable.</p> <p>III. Procédure d'admission</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>[...]</p>

<p>IV. Entreposage des déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. [...]</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. <p>Constats : L'exploitant indique ne procéder que rarement à la procédure d'information préalable. Celle-ci apparaît en effet peu adaptée dans le contexte de son exploitation courante. Elle est réalisée uniquement lorsqu'il s'agit de déchet provenant de client industriel régulier.</p> <p>En revanche, une procédure d'admission est réalisée pour tout apport de déchet : contrôle de radioactivité, renseignement du registre, contrôle visuel du déchargement, délivrance d'un ticket de réception.</p> <p>L'exploitant a également développé des procédures de gestion des déchets non-conformes.</p> <p>L'entreposage des déchets est réalisé par typologie et "qualité" de déchets. La hauteur de stockage n'a pas été vérifiée.</p> <p>Les zones d'entreposage des tournures ne sont pas couvertes mais l'exploitant prévoit leur mise sous couverture courant 2023 (côté métaux non ferreux).</p> <p>Les batteries sont entreposées sous abris.</p> <p>Les produits dangereux (huiles, ad-blue,...) sont entreposés sous abris et sur rétention.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 7 : traçabilité des déchets - registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Contenu des registres entrées et sorties des déchets</p>
<p>Constats : L'exploitant tient à jour un registre des entrées et un registre des sorties de déchets. Un extrait de ces registres a été adressé à l'inspection à l'issue de la visite.</p> <p>L'arrêté du 31/05/2021 a modifié le contenu de ces registres en complétant les informations déjà prévues par l'arrêté du 29/02/2012, notamment sur la nature et l'origine des déchets.</p> <p>Les extraits communiqués ne reprennent pas totalement l'ensemble des informations requises. L'exploitant est invité à s'assurer de la complétude de ses registres et à intégrer les informations manquantes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2002, article annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les 5 ans par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées. Points de mesure définis au paragraphe 2.2 de l'annexe I.
Constats : Le dernier rapport de mesure de bruit date de 2022. Les mesures ont été réalisées sur 3 points en limite de propriété et 1 point en ZER (un restaurant au Sud-Ouest du site). L'exploitant justifiera de la correspondance de ces points de mesure avec ceux définis dans l'arrêté du 21/06/2002 (annexe I). Le point de mesure n° 2, en limite avec le site Arnaud Démolition au Sud-Ouest est non conforme (71 dBA pour une limite de 70 dBA).
Observations : L'exploitant apportera des indications sur les causes du dépassement et les actions correctives envisagées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale